

Małgorzata Kowalska

Université de Białystok, Pologne

Les confins de l'Europe

1. L'Europe et les confins. Précisions préliminaires

Commençons par élucider, en les analysant sommairement, les deux termes-clés de cette présentation puisque les deux sont loin d'être clairs et univoques.

Le terme « Europe », dans les usages qu'on en fait aujourd'hui, peut prendre trois sens distincts. Il désigne, tout d'abord, une réalité géographique et historico-culturelle confuse et ouverte, privée de frontières naturelles et fixes. Géographiquement, ce n'est qu'une partie du grand continent euro-asiatique, dont les frontières à l'Est et au Sud-Est sont bien plus conventionnelles que physiques. Historiquement et culturellement, c'est un assemblage d'ethnies, de nations, de traditions différentes auxquelles il est apparemment impossible de trouver un dénominateur commun, surtout s'il devait être constant à travers les âges. Toute tentative de définir l'« essence » de l'Europe culturelle (que ce soit par la latinité, par le christianisme, par l'individualisme ou par le rationalisme) est forcément exclusive, en faisant repousser hors l'Europe telle ou telle tradition qui a pourtant effectivement eu lieu au cours de son histoire et dans le cadre flou de son espace géographique. Il est bien évident par ailleurs qu'une bonne partie de ces traditions ne soient nullement louables (fanatismes, racismes, nationalismes, impérialismes, etc.). Toujours est-il que, prise comme une réalité géographique et culturelle, l'Europe est une entité bien trop complexe et mouvante pour se laisser déterminer à peu de

frais. A moins – et c’est une restriction importante – de réserver le nom d’Europe, ou de l’Europe au sens « strict » du terme, à sa partie occidentale qui, toute différenciée qu’elle est et nonobstant tous les conflits qui l’avaient déchirée dans son histoire, se laisse caractériser de manière non arbitraire, quoique très incomplète, comme à la fois (post)latine, (post)chrétienne, individualiste et rationaliste. Et, à un niveau de description un peu plus concret, comme, du moins depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, démocratico-libérale.

Ensuite et d’autre part, l’« Europe » n’est qu’un projet, qu’une idée, dont il est permis de penser qu’elle a effectivement présidé (à côté, certes, de calculs économiques et pragmatico-politiques) à la mise en oeuvre d’étapes successives de l’intégration des pays composant l’Europe, depuis les premières ébauches communautaires, en passant par l’Union Européenne des douze, puis des quinze, jusqu’à l’Union de 25 et bientôt de 27 pays. Prise à son niveau le plus sublime, quoiqu’il soit aussi, forcément, le plus abstrait, c’est l’idée d’une communauté pacifique et solidaire, fondée sur un ensemble de valeurs communes, dont surtout les droits de l’homme, mais respectueuse de toutes les traditions qui ne contredisent pas ces valeurs ; une communauté non seulement économique, mais politique et culturelle « une dans sa diversité ». En principe, l’Europe définie ainsi n’a pas de limites géographiques et elle pourrait s’étendre non seulement jusqu’à l’Oural, mais bien au-delà, embrasser même – aussi fantastique que cela paraisse dans les faits – la planète entière.

Enfin, le terme « Europe » fonctionne souvent comme simple synonyme de l’Union Européenne sous sa forme actuelle. Cette assimilation est légitime dans la mesure où l’UE représente, aujourd’hui, la seule mise en place, la seule réalisation pratique de l’idée européenne, et qu’elle s’étend déjà sur une grande partie du sub-continent européen. Mais il est bien évident qu’il s’agisse d’une réalisation fort imparfaite, non seulement parce qu’elle est infiniment loin d’épuiser l’idée, non seulement parce que son étendue est réduite, mais aussi parce qu’elle n’arrive toujours pas à faire sentir à ceux même qu’elle embrasse déjà qu’ils font partie d’une communauté solidaire « une dans sa diversité ». Dominée par la dimension économique, régie par un esprit technocratique et toujours déchirée par toute sorte de « particularismes » et de rivalités (tant nationales que sociales ou de nature idéologique), l’UE ressemble peu à la « maison commune » et reste largement contestée par ses habitants, vieux comme nouveaux. La crise récente qu’elle traverse suite à l’échec du projet du Traité constitutionnel, suivant de près le succès apparent du

dernier élargissement, ne fait que révéler son statut incertain et aggraver la question de son avenir. Elle révèle notamment le décalage entre les trois sens évoqués de l'Europe.

Si, au-delà des distinctions établies, il peut y avoir un sens général à la notion d'Europe, il ne serait rien d'autre qu'un jeu dialectique entre ces sens partiels et, dans l'idéal, leur harmonisation, sinon leur identité. Une harmonisation et une identité qui donneraient une dimension plus concrète, et donc forcément plus dense, plus dynamique, voire plus dramatique, à l'idée européenne tant noble qu'abstraite. Si l'intégration européenne doit avoir un sens philosophico-historique (ce qui n'est pourtant nullement évident en soi), on ne peut pas craindre ce jeu, en rétrécissant le concept de l'Europe à la réalité actuelle de l'UE, mais il faut le rendre conscient afin de mieux le maîtriser en faisant descendre l'idée européenne du ciel des idées à la terre des hommes.

Les confins, quant à eux, peuvent s'entendre au moins dans un double sens. Premièrement, le terme peut être traité du simple synonyme de la périphérie. La périphérie s'oppose au centre tout en en dépendant ; par rapport au centre, elle est secondaire, « inessentielle », négligeable, même si le centre ne prend de relief et d'importance que sur le fond qu'elle lui assure et grâce aux sucres qu'il en extrait. Au niveau géographique (ou, bien plutôt, géographique-imaginaire puisqu'il s'agit souvent d'une géographie très subjective ou purement mentale), les confins entendus en ce sens sont un terrain éloigné, situé « au bout du monde ». Au niveau économique, ils sont une région arriérée, sous-développée, pauvre. Sur le plan politique, ils représentent une subordination, l'absence d'une véritable souveraineté ou d'une véritable autonomie ; même s'ils ne sont pas de la terre colonisée au sens strict des mots, ils sont politiquement dominés par l'autorité du centre. Enfin, sur le plan culturel, les confins entendus comme périphérie sont une région peu créatrice, stagnante, complexée et donc seulement imitative ou, au contraire, purement réactive. Incapable de produire du nouveau, la périphérie se contente de suivre le centre, avec plus ou moins de retard, mais aussi, face à la modernisation imposée, elle a tendance à rejeter aveuglément ce qui vient du centre et à s'enfermer dans son « chez soi ». Bref, par rapport au centre modernisateur, elle se montre traditionaliste, sinon obscurantiste.

Mais les confins ont aussi un autre sens qui paraît bien plus intéressant : celui de la région frontalière, ou située entre au moins deux

centres – ou deux pôles – différents. Ce sens-là est à lui seul très complexe, étant donné la complexité du mot même « frontière » qu'il implique. Rappelons brièvement que la frontière peut signifier ligne de front ou d'affrontement, soit un lieu à partir duquel un « nous » ou un « même » affronte un autre, le combat ou se défend contre lui. Regardée sous cet angle, la région frontalière (des deux côtés de la frontière) est une région de guerre, qu'elle soit chaude ou froide. Ensuite, la frontière peut être synonyme d'une barrière qui sépare de l'autre, qui le met à distance et le rend définitivement étranger. La région frontalière serait donc, négativement, celle de la coupure entre le « même » et l' « autre » et, positivement, celle du repli sur soi. La frontière peut signifier aussi (c'est surtout le sens américain du terme) la limite mouvante du mouvement d'expansion, une « crête de la vague » qui se déferle et qui représente « notre » puissance. A la différence du premier sens du terme, l'accent tombe ici non sur le combat contre un autre, mais sur la maîtrise qu'on peut prendre de lui en le conquérant, en le domestiquant, en le faisant inonder par « notre » vague. Vue sous ce biais, la région frontalière est celle du passage du connu à l'inconnu, du maîtrisé au non-maîtrisé et celle de la conquête successive de l'inconnu par le connu, de l'autre par le même. Les trois sens évoqués ont ceci de commun qu'ils expriment différentes variantes du refus de la communication ou de l'échange positif avec l'autre. La frontière conçue comme ligne de front, comme barrière ou comme limite d'expansion reste, dans chaque cas, négative.

Or la frontière peut être comprise aussi, positivement, comme ligne de contact, de jonction et de passage entre le « même » et l' « autre ». Interprétée selon ce dernier sens, la région frontalière serait surtout celle de médiation entre le « même » et l' « autre », un terrain mixte, au confluent de forces diverses qui s'interpénètrent, un terrain multiculturel et hybride, original et productif par des combinaisons et des synthèses qu'il opère.

Disons d'emblée que ce dernier sens des termes « frontière » et « région frontalière » est bien plus normatif que descriptif. Même si, dans un certain discours contemporain politiquement correct, il se répand de plus en plus, les faits sont têtus. Dans la pratique, ce sens positif ne cesse d'être dominé par les autres, négatifs. Nous y reviendrons. Cependant, il n'a rien d'arbitraire ni d'utopique. Il y a bien eu dans l'histoire, notamment dans l'histoire de l'Europe, et il y a toujours, des phénomènes empiriques qui l'étaient, qui le confirment. Il est d'autant moins chimérique qu'il n'exclue pas (même dans le concept) les moments

négatifs de la frontière – celui d'affrontement, celui de séparation et de repli sur soi-même, celui de domination – mais les englobe plutôt, tout en les dépassant. Or, il importe pour l'Europe qu'il devienne réellement le sens principal, qu'il l'emporte dans nos pratiques, dans la politique européenne et, pour commencer, dans nos manières de penser.

Il importe, autrement dit, que les confins ne soient pas réduits au statut de la périphérie. Certes, dans les faits, ils sont ou peuvent être des périphéries *aussi* : terrains éloignés, sous-développés, improductifs, etc. Mais il le deviennent d'autant plus qu'on ne les regarde qu'à partir d'un centre et qu'on ne les traite qu'en fonction d'un centre. Autrement dit, les confins deviennent périphéries quand on néglige et, à la limite, on réprime, au lieu de l'encourager, la possibilité de dépassement, de médiation et de création qu'ils contiennent. Ajoutons que les trois sens négatifs du terme « frontière » se laissent accorder sans trop de peine avec le sens de la périphérie, même s'ils l'enrichissent d'un aspect supplémentaire : la périphérie frontalière aurait pour tâche de protéger le centre ou de servir son expansion. Seul le sens des confins comme domaine de contact et de médiation entre le même et l'autre offre une vraie alternative à la dichotomie centre/périphérie, et un vrai défi à la domination unilatérale du centre. C'est donc, peut-on dire, le seul sens émancipateur. Les confins comme région frontalière de contact et de médiation ne sont plus une région stagnante, un simple reflet du centre ou un rejet réactionnaire de celui-là, mais un vrai laboratoire où les différences travaillent en s'entrechoquant et en s'interpénétrant pour former de nouvelles constellations.

C'est peut-être aussi le sens le plus originaire des confins. En effet, on peut y voir les « marges » au sens plus ou moins derridien du terme : ce qui est jugé inessentiel, repoussé et refoulé au nom d'un centre, au nom d'une « essence », et qui est pourtant premier et constitutif. Premier et constitutif par son indétermination même ou par sa sur-détermination, d'où seulement peuvent émerger – par voie d'abstraction ou d'élimination de certains possibles – des « centres ». Il serait intéressant et instructif en effet de renverser la perspective habituelle qui consiste à considérer les confins à partir de, en fonction de et par le prisme des centres. Si on se mettait au contraire à considérer les centres à partir de et par le prisme des confins ? Et si on découvrait, ce faisant, que les centres sont bien moins centraux qu'on ne le pensait ? Qu'ils ne sont, à la limite, qu'un leurre qui ne prend de consistance que par la foi que nous y portons ?

2. Les confins de l'Europe

Si, conformément à une opinion assez répandue, on réduit l'Europe au sens « strict » du terme à la partie occidentale du pseudo-continent européen, avec l'ancienne Rome (plutôt que la Grèce) comme berceau et la France/Allemagne comme « noyau », il faudra admettre que cette Europe a toujours eu des confins, surtout à l'Est: des régions ou des Etats voisins, appartenant à l'Europe géographiquement et, à des degrés variés, culturellement (monde chrétien, féodal, puis « désenchanté », rationalisé, industriel et capitaliste, enfin démocratique), mais ayant des histoires spécifiques et co-déterminées par les civilisations orientales (byzantine, islamique, mongole). De ce point de vue, toute l'Europe centrale et orientale ne serait, historiquement, que de vastes confins. Elle protégeait l'Europe occidentale ou « propre » contre les invasions et l'influence des peuples orientaux (Mongoles, Turcs, enfin les Russes, eux-mêmes à mi-chemin entre l'Europe et l'Asie), en remplissant ainsi le rôle d'un rempart, d'une frontière-barrière. Considérés en eux-mêmes, ces confins représentaient, surtout au Sud-Est, un extraordinaire mélange de peuples qui, à tour de rôle, s'égorgeaient, se laissaient dominer par les envahisseurs puissants et coexistaient en paix, en épuisant tous les sens que nous avons distingués dans le concept de région frontalière. Du point de vue du centre – ou de l'Europe « propre » – cette région se laissait percevoir aussi comme une vaste périphérie puisque, à cause de son histoire mouvementée et dramatique, elle était moins latine (sinon moins chrétienne), moins féodale, ensuite moins rationalisée, moins capitaliste, moins libérale et démocratique enfin. Depuis des siècles (et surtout depuis les Lumières), elle passait donc pour une soeur cadette qui aurait tout à apprendre de son aînée.

La situation s'est aggravée pendant l'époque communiste. Quoique le communisme comme idée (faut-il le rappeler?) a été une trouvaille de l'Europe occidentale, c'est dans l'Europe orientale, puis centrale, qu'il a été mis en place. Le rideau de fer n'a fait qu'accentuer la division entre l'Europe « propre » et « impropre », en creusant un vrai clivage entre les deux. L'intéressant de cette situation, de notre point de vue, c'est que les confins de l'Europe ont été expulsés ainsi dans un dehors. Un dehors très relatif, certes, car le communisme était assez populaire et les communistes assez nombreux au sein même de la « vraie Europe », pourtant un dehors qui a permis de tracer les frontières de l'Europe d'un trait plus précis et plus ferme que jamais. Dès lors, la région frontalière, réduite à la

frontière elle-même, n'a plus été qu'un mur et, au pire, un front. L'Europe occidentale s'est déterminée et a entrepris l'aventure de son unification, dans une large mesure, contre son « autre » oriental-communiste.

Dans ce contexte, la chute du communisme a apporté un vrai bouleversement. Voici de « nouveaux Européens » apparus et frappant à la porte de la « vraie » Europe. Il faut accorder à celle-ci qu'elle n'est pas restée indifférente. Au bout d'une période d'hésitations, puis de négociations, elle a bien accepté d'accueillir une partie de nouveaux venus dans le cadre de ses institutions, dans l'espace de sa Communauté. Elle promet d'en accueillir encore quelques-uns. Elle réintériorise ainsi ses anciens confins. Tout en ayant peur qu'elle n'en éclate. En effet, son paysage intérieur se trouble. Nous y reviendrons dans la troisième partie de cet article.

Le sens des « confins de l'Europe » dessiné plus haut est un sens large, donc forcément imprécis. Pour ne pas rester dans le vague, donnons à notre concept un sens plus étroit, plus local et plus précis.

Le terme « confins » est la traduction en français la plus fidèle possible du mot polonais « Kresy » qui, à l'époque, s'appliquait à la partie la plus orientale de l'ancienne Pologne, celle du XVI^e au XVIII^e siècle, une partie qui, avant d'être intégrée dans la Pologne, constituait le Grand Duché de Lituanie, embrassant les territoires dépassant de loin celui de la Lituanie d'aujourd'hui car s'étendant, à son apogée, jusqu'à Kiev, couvrant donc non seulement toute la Biélorussie actuelle, mais une grande partie de l'Ukraine, soit des terres ruthènes où les habitants d'origine étaient orthodoxes. Ces confins de la Pologne d'alors étaient une région frontalière dans tous les sens du terme, avec – pour être honnête – la prédominance des sens négatifs : zone d'expansion, de domination, de guerre, de conflits ethniques et sociaux, où les Polonais se posaient en conquérants et en maîtres. Mais il est frappant que les côtés sombres de cette réalité ont été recouvertes, du moins dès le début du XIX^e siècle (quand la Pologne n'existait plus comme Etat indépendant, envahie notamment par la Russie), par l'image romantique d'une terre sauvage et libre, et surtout par celle d'un mélange culturel fructueux et d'une cohabitation heureuse des peuples. Comme si, dans les souvenirs, seul le sens positif des confins s'imposait comme valable.

La Pologne contemporaine n'a plus de confins si vastes. Et le terme même de « Kresy » n'a plus, à proprement parler, qu'un sens historique. Cependant, même après la deuxième guerre, quand elle a encore perdu une partie de son territoire de l'entre-deux-guerres au profit de l'URSS

(tout en acquérant une autre sur les Allemands), il lui reste une zone mince, au long de sa frontière Est, celle avec la Biélorussie et avec l'Ukraine, qui présente des traits analogues, à certains égards, aux anciens « Kresy ». C'est une zone habitée en partie par la population de confession orthodoxe d'origine ruthène, d'identité nationale biélorusse et ukrainienne ou, dans la plupart des cas, indéterminée (« autochtone »), en tout cas ethniquement « non-polonaise » et, au point de vue civilisationnel, « non-occidentale » – si du moins l' « Occident » équivaut à la latinité.

Dans cette zone frontalière de la Pologne contemporaine, on peut observer encore, en miniature, comment jouent tous les sens des « confins ». Tant au niveau des identités ethniques et religieuses qu'au niveau des identités politiques et culturelles ou civilisationnelles, on y observe encore des affrontements, des coupures, des replis sur soi, des instincts de domination, mais aussi, et de plus en plus souvent, des médiations et des « mixtes » qui en résultent. Les identités polonaise et non polonaise, catholique et orthodoxe, moderne-libérale et traditionaliste continuent de s'y opposer, mais la lutte n'est pas sanglante et toute sorte de combinaisons nouvelles deviennent possibles. L'échange positif entre le « même » et l' « autre » a bien lieu.

Le dynamisme de cet échange reste pourtant modeste. Et il est impossible de dire que les confins Est jouent, dans la Pologne d'aujourd'hui, un rôle important. C'est bien plutôt le contraire qui est vrai. En effet, les confins actuels de la Pologne restent surtout une périphérie : regardés comme telle et, pis, *se regardant* comme telle. C'est toujours ce qu'on appelle « la Pologne B » (à l'opposé de la « Pologne A »), ou une « pire Pologne ». On y vit plus pauvrement que dans le « centre », le chômage est plus grand, les villages se dépeuplent, les villes se développent peu, le taux de migration vers les « centres » (nationaux ou, depuis un certain temps, européens) est élevé. Sur le plan culturel, malgré toute sorte d'initiatives locales (notamment celles des minorités ethniques et religieuses) la production originale est limitée aussi. On observe bien, d'une part, les phénomènes d'imitation culturelle par rapport au « centre », surtout parmi les jeunes et les mieux nantis, d'autre part, surtout parmi les plus âgés ou les plus pauvres, des réflexes de refus très traditionaliste, voire réactionnaire. Politiquement, le libéralisme (non seulement économique, mais aussi politique et culturel) y est peu en vogue ; dans toute sorte d'élections, ce sont des partis de droite conservatrice ou de gauche post-communiste, ou bien carrément les « populistes » qui triom-

phent. Le niveau de mécontentement ou de frustration est sérieux et semble toujours monter. La modernisation imposée par le centre (celui de Varsovie, puis celui de Bruxelles) rencontre des obstacles et, souvent, est mal vécue. Bref, les confins Est de la Pologne contemporaine souffrent de tous les symptômes de périphérisation.

Un pareil état des choses n'est nullement nouveau, au contraire. Il résulte de siècles de subordination à un centre. Que le centre fût situé à Varsovie ou, à l'époque des partages de la Pologne, à Moscou, les confins (non seulement la zone Est de la Pologne d'aujourd'hui, mais les anciens « Kresy » tout entiers) ont toujours été traités comme *limes* d'un empire et comme simple rempart contre l' « autre ». Leur rôle possible de facteur de médiation n'a jamais été sérieusement pris en compte. Au contraire, aussi bien les Polonais que les Russes se sont toujours méfiés du caractère « vague » et incertain des peuples composant cette région frontalière. Et tout comme les Polonais du XVII^e siècle réprimaient les aspirations à l'autonomie des peuples ruthènes, de même les Russes, dès la fin du XVIII^e siècle, se sont mis à réprimer les aspirations des Polonais, mais aussi celles de « moins russes » (biélorusses, ukrainiens). A son tour, la Pologne de l'entre-deux-guerres, surtout à partir des années 30, s'est employée à opprimer ses minorités à l'Est. Ainsi, les peuples des confins ont suivi un long apprentissage d'impuissance. L'époque communiste n'a fait que le parachver à sa manière, quoique pour des raisons qui n'étaient plus nationales. Sous la dictature du Parti, aucun mouvement spontané de médiation culturelle n'était possible. Et, dans la mesure où le communisme était assimilé au régime russe, cette époque n'a fait que recreuser le fossé entre les « Polonais-catholiques » et les « orientaux ».

La chute du communisme et l'essor des aspirations démocratiques ont certes changé la situation. Avec le « réveil » des Polonais, il a été frappant de voir le « réveil » des minorités habitant les confins, surtout au niveau de leurs élites. C'est après 1989 que des associations culturelles et politiques des Biélorussiens et des Ukrainiens se sont développées. Et c'est à partir de cette date que les Polonais eux-mêmes se sont rendus compte qu'ils avaient, dans leur pays, une zone « multiculturelle ». Au début, la « lutte pour la reconnaissance » menée par les représentants des minorités a surtout éveillé et aiguisé des conflits latents. Mais, assez vite, du moins au niveau des élites culturelles, le conflit a été subordonné au dialogue et à l'échange positif, présidé par l'idée d'une « société multiculturelle ». Certains professent cette idée de plein coeur, d'autres plutôt par devoir

ou même contre leur gré, toujours est-il qu'elle remplit déjà, tant bien que mal, son rôle d'idée régulatrice.

Quel est, dans tout cela, le rôle de l'Europe, de l'idée européenne et de l'Union Européenne ?

Notons d'abord que la frontière Est de la Pologne recouvre, aujourd'hui, une partie importante de la frontière orientale de l'Union Européenne. En ce sens, la question de savoir ce qui en est des confins Est de la Pologne équivaut à la question de savoir ce qui en est des confins orientaux européens au sens étroit et précis du terme.

Pour le dire rapidement, le rôle de l'Europe dans le processus d'émancipation des confins polonais – et, ainsi, de ses propres confins – est ambigu, voire double. D'une part, l'idée de l'Europe comme communauté « une dans sa diversité », ouverte, tolérante et solidaire, a certainement contribué, comme inspiration morale, à démocratiser les rapports aux confins ainsi que ceux du centre aux confins. Plus concrètement, c'est l'Union Européenne elle-même en tant que réalisation de l'idée européenne qui, par certaines de ses régulations (concernant non seulement les droits de l'homme, dont les droits dits culturels, mais aussi l'autogestion locale et la « cohésion sociale »), a favorisé le développement, dans toute la Pologne et notamment dans ses confins, d'un nouvel esprit démocratique. Au niveau le plus concret, c'est grâce à la politique européenne de solidarité (aussi limitée qu'elle est par ailleurs) que nos confins ont déjà pu et pourront encore profiter de fonds supplémentaires pour leur développement, notamment sur le plan de l'infrastructure, mais aussi sur le plan de la culture et de l'éducation. Bref, de ce point de vue, l'« européanisation » de la Pologne et, concrètement, son entrée dans l'Union Européenne ont joué et, espérons, joueront encore un rôle positif dans la dé-périphérisation de ses confins.

D'autre part cependant, ou d'un autre point de vue, l'entrée de la Pologne dans l'Union Européenne, dans la mesure où celle-ci ne réalise qu'une version mutilée de l'idée d'Europe, a au contraire aggravé l'aspect périphérique de ses confins. Cela pour deux raisons jointes. D'abord, les confins dépendent de plus en plus du centre (européen-bruxellois et varsovien dans la mesure où celui-ci se pose en intermédiaire indépassable) dans le processus même de leur émancipation, notamment de leur développement économique. Le paradoxe est apparent si l'on considère que, pour avoir accès aux fonds européens, il faut bien apprendre et accepter les règles du jeu dictées par le « centre ». Par les

« règles du jeu » entendons aussi bien les directions d'activité ou les fins déclarées (certaines entreprises ont la chance d'être soutenues, d'autres non) que toute sorte de savoir-faire technique (depuis l'art de remplir les formulaires dûs). Ainsi, c'est toujours le centre qui décide de ce qui se fera dans les confins lesquels n'ont qu'à « s'adapter » et à orienter leurs activités selon les directives reçues. Ensuite, et c'est sans doute encore plus grave, la convergence de la frontière Est de la Pologne avec la frontière Est de l'UE a pour effet l'approfondissement de la coupure – physique et symbolique – entre les confins polonais et ces autres confins (biélorusses, ukrainiens) qui se sont trouvés de l'autre côté de la frontière. La frontière, rendue étanche selon les exigences de l'UE, redevient une barrière; les confins séparent bien plus qu'ils ne rapprochent de l'autre. Cette séparation s'aggravera encore dès que la Pologne rejoindra la zone Schengen. Ainsi, l'activité possible de médiation, séparée de son autre pôle qui a été repoussé dans la « non-Europe », n'a guère de quoi se nourrir. Certes, la frontière n'est pas indépassable. Il y a bien des points de passage, on en a même construit de nouveaux, et un certain échange (culturel, économique, dont le petit commerce transfrontalier, sans parler de la contrebande) existe, mais il reste réduit. Et on est tenté de dire qu'il se fait plutôt contre que conformément aux politiques européennes. L'Union Européenne, en effet, craint énormément de s'ouvrir plus à l'Est et se désintéresse volontiers de son dehors, pourvu qu'il soit stable et ne la menace pas directement. La « politique du voisinage » reste largement verbale et le « partenariat stratégique » avec Moscou se ramène, dans la pratique, à compter avec sa puissance (quoique affaiblie) et à respecter ses intérêts, considérés comme essentiellement non-européens. Imaginer qu'un jour l'Ukraine, la Biélorussie, enfin la Russie elle-même pourraient faire partie de l'Europe unie paraît, vu de Bruxelles, de la pure folie. Le résultat de cette attitude et de la politique qui s'ensuit, c'est, une fois de plus, la réduction des confins au statut de rempart et, de l'autre côté de la frontière, de « terrain vague ».

En un mot, l'Europe sous forme de l'Union Européenne actuelle, tentée de s'ériger en forteresse, ne réhabilite et ne dé-périphérise ses confins que pour les re-périphériser sous une autre forme. Cela est inévitable aussi longtemps qu'elle existera comme structure largement bureaucratique dont le centre demeure à l'Ouest. Ajoutons que cette conclusion peut être généralisée et s'appliquer non seulement aux confins au sens étroit du terme, analysé plus haut, mais aussi aux confins au sens large, soit à toute l'Europe centrale et orientale, ou post-communiste. Elle restera une

parente pauvre et encombrante aussi longtemps qu'on n'attendra d'elle que de « s'adapter aux standards européens », c'est-à-dire occidentaux, en la soumettant à une sorte de colonialisation douce. Aussi longtemps, également, qu'on la réduira, dans la pratique, au rôle de l'écran contre l'Est non-européen.

L'Europe des confins

Cependant, déjà l'Union Européenne sous sa forme actuelle n'arrive pas à maîtriser sa diversité. Ayant réintégré une partie de ses confins (au sens large du terme), elle semble le regretter. Elle a du mal à digérer son élargissement. Non seulement pour des raisons économiques, mais aussi, sinon surtout, pour des raisons mentales. Les « nouveaux Européens » semblent bizarres : à la fois trop post-communistes et trop anti-communistes, trop traditionalistes et trop libéraux, trop nationalistes ou trop « orientaux » et trop pro-américains. Ces « bizarretés » ou ces contradictions, manifestant le statut vaguement européen des confins, sont réelles. Mais elles ne sont pas « naturelles » pour autant ; elles ont été produites par l'histoire, plus ancienne comme toute récente, dont par le processus douloureux de transformation de régime et d'adaptation aux « standards européens », et par un complexe d'infériorité nourri tout au long de ce processus. (Le pro-américanisme, en particulier, reflète bien ce complexe, étant une manière de se compenser les humiliations vécues face à la « vieille Europe ».) Autrement dit, elles sont l'effet d'une longue périphérisation.

Quoi qu'il en soit, l'arrivée des « nouveaux Européens » semble avoir ébranlé la conscience – ou une certaine conscience – européenne et remis en question son identité.

Mais l'élargissement de l'UE est loin d'être le seul, ou même le plus important facteur d'un tel ébranlement. Avant d'intégrer de nouveaux pays, avant même de fonder l'Union des quinze, l'Europe occidentale est apparemment entrée en crise économique, sociale et politique que les poussées successives d'intégration n'ont pas réussi à surmonter, qu'elles ont plutôt précipitée. Le plus généralement parlant, cette crise a été provoquée par le processus dit de mondialisation : le développement de nouvelles techniques permettant la circulation de plus en plus rapide d'information, accompagnée par la circulation de plus en plus libre (néo-libérale) de capitaux, le déclin de l'industrie classique, l'essor du capitalisme financier international, la crise de l'Etat-providence et

de la souveraineté nationale, enfin le taux de migrations et la mobilité (volontaire ou forcée) des populations sans précédent. Vu de survol, ce nouveau paysage européen, s'établissant depuis les dernières décennies du XX^e siècle, est dominé à la fois par le brouillage, même l'effacement de nombre d'anciennes frontières, notamment nationales, et par l'apparition de nouveaux clivages, surtout économiques et sociaux, mais aussi ethniques (suite à l'immigration qui devient inassimilable selon les anciens standards). De ce point de vue, cette Europe ressemble déjà – sans nulle ingérence de « nouveaux Européens » – à une grande région frontalière, située entre l'Ouest américain et « le reste du monde ». Perdant sa stabilité relative (celle de l'époque du *Welfare State*), elle devient l'arène de nouveaux affrontements, de nouvelles séparations, de nouvelles expansions, de nouveaux refus et réflexes réactionnaires aussi.

Le processus de globalisation technologique et économique n'est certes pas involontaire en ce sens qu'il ne dépend de nulles volontés et de nulles actions humaines (ce qui serait absurde), mais il l'est en ce sens qu'il dépasse la volonté d'un seul acteur déterminé, fût-il très puissant, et notamment la volonté d'un Etat. L'intégration européenne décalque, dans une large mesure, la logique de la globalisation, en favorisant la circulation libre des capitaux et des personnes. Mais dans la mesure où elle est un processus volontaire et présidée par une idée, celle de la communauté démocratique et solidaire, elle s'oppose aussi à cette logique. L'Union Européenne peut être considérée en effet comme une tentative de « rouler » la globalisation, en la contrôlant de sorte qu'elle devienne avantageuse à tous les habitants de l'Europe (voire à tous les habitants de la terre), au lieu de provoquer de nouveaux conflits. Laissée à elle-même, la globalisation – sous la forme qu'on lui connaît aujourd'hui – n'invalide les frontières traditionnelles que pour creuser et approfondir de nouvelles séparations et oppositions : entre les gagnants et les perdants, mieux et pis « adaptés », ceux du Nord et ceux du Sud, ceux de l'Occident et ceux de l'Orient, etc. Laissée à elle-même, elle engendre donc des « confins globaux » sauvages où les moments négatifs de lutte, de domination ou de mise à distance l'emportent sur le moment positif de communication et de médiation. L'Union Européenne, dans la mesure justement où elle s'oppose à la marche sauvage de la globalisation, devrait jouer essentiellement ce rôle de facteur de communication et de médiation. Autrement dit, son rôle consisterait à démocratiser et à équilibrer le jeu des forces qui se joue dans les « confins » engendrés par le processus quasi-involontaire de la mondialisation.

Or, toute la question est de savoir si et dans quelle mesure elle joue, de fait, ce rôle. Tout porte à croire qu'elle ne peut pas le jouer bien tant qu'elle se contente de régler, sur un mode administratif, rigide et toujours centralisé, les tensions qui apparaissent sur une partie limitée de l'Europe géographique. Cela pour au moins deux raisons. D'une part, parce que l'Europe, qu'elle le veuille ou non, est prise dans un processus plus vaste d'interdépendances et, à la fois, de rivalités globales. Elle a beau, en particulier, refouler le problème de ses confins demeurés de l'autre côté de la frontière actuelle de l'UE. Plus que jamais, son sort dépend de ce qui se passe en Russie, en Biélorussie, en Ukraine, etc. Elle ne peut pas en faire son Autre lointain et s'en séparer puisque cet Autre est non seulement devenu très proche au niveau physique-géographique, mais encore il est impliqué dans le même processus global de circulation des informations, des capitaux et des personnes (cela vaut même pour la Biélorussie). D'autre part, les tentatives de régler ses problèmes internes sur un territoire soigneusement délimité sont d'autant plus vaines que ce territoire lui-même ne fait que refléter, de plus en plus, des problèmes globaux et donc que les problèmes « internes » ne se laissent plus guère distinguer des « externes ». Enfin, comme j'ai essayé de le montrer, tant que l'Union Européenne se contentera d'agir comme elle le fait (par les directives d'en haut), elle continuera à périphériser ses confins.

A ce stade de la réflexion, on peut ajouter que cette menace de (re)périphérisation concerne non seulement les confins au sens strict du terme (comme les confins orientaux de la Pologne et de l'UE), mais toute sorte de « terrains vagues » sur le plan ethnique, social et économique (minorités, gens et régions en difficulté, banlieues) qui existent au coeur même du « centre ». Et, à la limite, cette menace concerne l'Europe (l'UE) en tant que telle, dans la mesure où elle ressemble toute entière à de grands confins, à un grand « terrain vague », dont il est possible d'extraire les forces de création et de médiation, mais qu'on peut réduire aussi à l'inertie ou, au contraire, à l'état de guerre où les oppositions s'entrechoquent sans couvert et s'entre-détruisent. L'Europe comme « confins » peut évoluer en effet selon des scénarios fort différents. Le processus de globalisation et de « devenir-confins » offre autant de risques que de chances ou, plutôt, bien plus de risques que de chances. D'où l'importance des politiques d'intégration appelées à défier et à contourner les risques, à les transformer en chances.

L'ambition de cet article n'a pas été pas de proposer une solution positive précise. Elle était bien plus modeste et surtout théorique : montrer

pourquoi il est important, pour (re)penser l'Europe, de réfléchir sur le concept des confins, au sens étroit et au sens large du terme. Néanmoins, un certain nombre de conclusions pratiques et normatives en découlent. Les chances de développement de toute région de confins, qu'ils soient pris au sens étroit ou large, dépendent largement de la capacité à surmonter les coupures et les conflits, ou à faire prévaloir la dimension médiatrice des frontières sur leur dimension séparatrice et guerrière. C'est aussi le seul moyen de sortir de la périphérisation ou de ne pas se laisser réduire à l'état de périphérie. La tâche des confins est de développer des synthèses – ou, plus modestement, des « mixtes », des « hybrides » – entre toute sorte de contraires, de forces opposées et rivales. Il ne s'agit pas seulement de métissage ethnique, mais aussi et surtout de tentatives de synthèse au niveau économique, social, politique et culturel-civilisationnel au sens général du terme : entre l'esprit « occidental » et « oriental », « moderne » et « traditionaliste », « anti-communiste » et « postcommuniste ».

L'Europe qui se veut une communauté solidaire « une dans sa diversité », fondée sur le respect des droits de l'homme (dont culturels et sociaux), est bien disposée à assumer cette tâche. Mais, pour le faire, elle ne peut pas – en tant qu'Union Européenne – se replier sur son territoire limité et essayer de résoudre ses problèmes par des mesures technocratiques-centralisatrices. Elle méconnaît ainsi son pouvoir de médiation et non seulement périphérise ses zones-confins (au sens étroit du terme), mais *se* périphérise elle-même. Sa chance, nous semble-t-il, tout comme la chance de ses régions défavorisées, est de fuir en avant, en s'ouvrant toujours plus au lieu de s'enfermer. En se décentralisant aussi, ou en multipliant ses centres. Et, ce faisant, d'encourager toujours (au moyen des lois, des pratiques de négociation et, s'il le faut, de l'argent) la médiation, la communication, l'échange pacifique entre différents acteurs et différentes forces émergents.

Disons-le de manière radicale et provocatrice : il faut envisager déjà la situation où le centre de l'Europe serait à Constantinople et à Moscou aussi bien qu'à Bruxelles. Ce qui ne veut nullement dire qu'elle ne doit devenir, selon une conception « anglosaxonne », qu'un grand marché commun régi par les lois du capital. Au contraire : la fuite en avant implique surtout une meilleure harmonisation entre les intérêts, les idées et les modes de vie de tous les habitants de l'Europe, ce qui exige une politique sociale et culturelle. Une politique vraiment démocratique, non seulement se référant aux *principes* de l'égalité et de la liberté, mais comptant avec les volontés réelles des peuples et encourageant les initiatives venant

d'en bas – à condition qu'elles soient compatibles avec l'idée générale de l'Europe.

Autant dire qu'il faut peut-être sortir de l'alternative entre une Europe marchande et l'Europe comme entité politique bien déterminée (et donc forcément fermée, entourée de frontières-barrières) au profit d'une Europe-force médiatrice, un troisième terme entre les identités nationales ou locales, devenues insuffisantes, et une identité globale trop abstraite ou carrément invivable.

C'est un postulat moral. Mais c'est aussi un avis pragmatique. L'Europe qui ne tiendrait qu'à des « valeurs occidentales » (ou à un certain style de vie propres aux couches plus aisées de l'Occident), qui ne voudrait être qu'« éclairée », rationaliste et moderne, profondément sécularisée ou seulement catholique et protestante, ou qui ne se moderniserait que sur le mode du capitalisme libéral, une telle Europe non seulement serait en contradiction avec son idée, mais, négligeant sa vraie complexité, historique et contemporaine, ne serait simplement pas viable. Ainsi non seulement sa vocation, mais son destin pratique concret dépendent de la façon dont elle comprendra et régira ses confins : ceux qu'elle *a*, mais aussi et surtout ceux qu'elle *est* déjà elle-même.